
01000560403030024



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 56**

4 Μαρτίου 2003

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 3121

Κύρωση της Συμφωνίας για την ίδρυση του Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Συμφωνία για την ίδρυση του Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου, που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 3 Απριλίου 2001, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

ACCORD

portant création de

l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin

Préambule

Par un Arrangement en date du 29 novembre 1924, les Gouvernements de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Italie, du Luxembourg, du Portugal et de la Tunisie sont convenus de créer un Office International du Vin.

Par une décision du 4 septembre 1958 des Etats membres à l'époque, cet office a pris le nom d'Office International de la Vigne et du Vin. Cette organisation intergouvernementale comprend, au 3 avril 2001, quarante-cinq Etats membres.

Dans sa résolution COMEX 2/97, prise dans sa séance du 5 décembre 1997 tenue à Buenos Aires (Argentine), l'Assemblée générale de l'Office International de la Vigne et du Vin a décidé de procéder, en tant que de besoin, à l'adaptation au nouveau contexte international des missions de l'Office International de la Vigne et du Vin, de ses moyens humains, matériels et budgétaires, ainsi que, le cas échéant, de ses procédures et règles de fonctionnement pour relever les défis et assurer l'avenir du secteur vitivinicole mondial.

En application de l'article 7 de l'Arrangement susvisé, le Gouvernement de la République française, saisi d'une demande émanant de trente-six Etats, a convoqué une Conférence des Etats membres qui s'est tenue à Paris les 14, 15, 22 juin 2000 et 3 avril 2001.

En conséquence, les Etats membres de l'Office International de la Vigne et du Vin, ci-après désignés les Parties, ont convenu des dispositions qui suivent :

Chapitre I – Objectifs et attributions

Article 1

1. Les Parties décident de créer l'«Organisation Internationale de la Vigne et du Vin» (O.I.V) qui se substitue à l'Office international de la Vigne et du Vin établi par l'Arrangement du 29 novembre 1924 modifié. Elle est soumise aux dispositions du présent Accord.

2. L'O.I.V poursuit ses objectifs et exerce ses attributions définies à l'article 2 en tant qu'organisme intergouvernemental à caractère scientifique et technique de compétence reconnue dans le domaine de la vigne, du vin, des boissons à base de vin, des raisins de table, des raisins secs et des autres produits issus de la vigne.

Article 2

1. Dans le domaine de ses compétences, les objectifs de l'O.I.V sont les suivants :

a) indiquer à ses membres les mesures permettant de tenir compte des préoccupations des producteurs, des consommateurs et des autres acteurs de la filière vitivinicole ;

b) assister les autres organisations internationales intergouvernementales et non-gouvernementales, notamment celles qui poursuivent des activités normatives ;

c) contribuer à l'harmonisation internationale des pratiques et normes existantes et, en tant que de besoin, à l'élaboration de normes internationales nouvelles, afin d'améliorer les conditions d'élaboration et de commercialisation des produits vitivinicoles, et à la prise en compte des intérêts des consommateurs.

2. Afin d'atteindre ces objectifs, l'O.I.V exerce les attributions suivantes :

a) promouvoir et orienter les recherches et expérimentations scientifiques et techniques afin de satisfaire les besoins exprimés par ses membres, en évaluer les résultats en faisant, en tant que de besoin, appel aux experts qualifiés et en assurer éventuellement la diffusion par les moyens appropriés ;

b) élaborer, formuler des recommandations et en suivre l'application en liaison avec ses membres, notamment dans les domaines suivants :

(i) les conditions de production viticole,
(ii) les pratiques oenologiques,
(iii) la définition et/ou la description des produits, l'étiquetage et les conditions de mise en marché,
(iv) les méthodes d'analyse et d'appréciation des produits issus de la vigne ;

c) soumettre à ses membres toutes propositions concernant :

(i) la garantie d'authenticité des produits issus de la vigne, en particulier vis-à-vis des consommateurs, notamment en ce qui concerne les mentions d'étiquetage,
(ii) la protection des indications géographiques et notamment les aires vitivinicoles et les appellations d'origine désignées par des noms géographiques ou non qui leur sont associés, dans la mesure où elles ne mettent pas en cause les accords internationaux en matière de commerce et de propriété intellectuelle,
(iii) l'amélioration des critères scientifiques et techniques de reconnaissance et de protection des obtentions végétales vitivinicoles ;

d) contribuer à l'harmonisation et à l'adaptation des réglementations par ses membres ou, en tant que de besoin, faciliter la reconnaissance mutuelle en ce qui concerne les pratiques entrant dans le champ de ses compétences ;

e) assurer la médiation entre pays ou organisations qui en font la demande, le coût éventuel de celle-ci étant supporté par les demandeurs ;

f) assurer un suivi permettant d'évaluer les évolutions scientifiques ou techniques susceptibles d'avoir des effets significatifs et durables sur le secteur vitivinicole et en tenir informés ses membres en temps utile ;

g) participer à la protection de la santé des consommateurs et contribuer à la sécurité sanitaire des aliments :

(i) par la veille scientifique spécialisée, permettant d'évaluer les caractéristiques propres des produits issus de la vigne,
(ii) en promouvant et en orientant les recherches sur les spécificités nutritionnelles et sanitaires appropriées,
(iii) en élargissant, au-delà des destinataires visés à l'article 2 paragraphe n, la diffusion des informations résultant de ces recherches aux professions médicales et de santé ;

h) favoriser la coopération entre membres par :

(i) la collaboration administrative,
(ii) l'échange d'informations spécifiques,
(iii) l'échange d'experts,
(iv) l'apport d'assistance ou de conseils d'experts notamment dans l'établissement de projets conjoints et d'autres études communes ;

i) tenir compte dans ses activités des spécificités de chacun de ses membres, s'agissant des systèmes de production des produits issus de la vigne et des méthodes d'élaboration des vins et boissons spiritueuses d'origine vitivinicole ;

j) contribuer au développement de réseaux de formation touchant au domaine de la vigne et des produits issus de la vigne ;

k) contribuer à la connaissance ou à la reconnaissance du patrimoine vitivinicole mondial et des éléments historiques, culturels, humains, sociaux et environnementaux qui y sont attachés ;

l) accorder son patronage aux manifestations publiques ou privées dont l'objet, non commercial, entre dans son champ de compétence ;

m) entretenir, dans le cadre de ses travaux et en tant que de besoin, un dialogue utile avec les intervenants du secteur et conclure avec eux des arrangements appropriés ;

n) collecter, traiter et assurer la diffusion de l'information la plus appropriée et la communiquer :

(i) à ses membres et à ses observateurs,
(ii) aux autres organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales,
(iii) aux producteurs, aux consommateurs et aux autres acteurs de la filière vitivinicole,
(iv) aux autres pays intéressés,
(v) aux médias et, plus largement, au grand public.

Afin de faciliter cette fonction d'information et de communication, l'O.I.V demande à ses membres, aux bénéficiaires potentiels et, le cas échéant, aux organisations internationales, de lui fournir des données et tous autres éléments d'appréciation sur la base de demandes raisonnables ;

o) assurer, à périodicité régulière, la réappréciation de l'efficacité de ses structures et de ses procédures de fonctionnement.

Chapitre II – Organisation

Article 3

1. Les organes de l'O.I.V sont :

a) l'Assemblée générale ;
b) le Président ;
c) les Vice-Présidents ;
d) le Directeur général ;
e) le Comité exécutif ;
f) le Comité scientifique et technique ;
g) le Bureau ;

h) les Commissions, sous-commissions et groupes d'experts ;
i) le Secrétariat.

2. Chaque membre de l'O.I.V est représenté par des délégués de son choix. L'Assemblée générale, composée des délégués désignés par les membres, est l'organe plénier de l'O.I.V. Elle peut déléguer certaines de ses attributions au Comité exécutif, composé d'un délégué par membre. Le Comité exécutif peut, sous son autorité, confier certaines de ses attributions administratives de routine au Bureau de l'O.I.V, composé du Président, des Vice-présidents de l'O.I.V, ainsi que des Présidents des commissions et des sous-commissions. Le Président, le Premier Vice-président, les Présidents de commissions sont de nationalités différentes.

3. L'activité scientifique de l'O.I.V est développée au sein de groupes d'experts, de sous-commissions et de commissions, qui sont coordonnés par un Comité scientifique et technique, dans le cadre d'un plan stratégique approuvé par l'Assemblée générale.

4. Le Directeur général est responsable de l'administration intérieure de l'O.I.V, du recrutement et de la gestion du personnel. Les modalités de recrutement du personnel doivent assurer, autant que possible, le caractère international de l'Organisation.

5. L'O.I.V peut également inclure des observateurs. Les observateurs sont admis après avoir accepté, par écrit, les dispositions du présent Accord et du Règlement intérieur en découlant.

6. Le siège de l'Organisation est à Paris (France).

Chapitre III – Droits de vote

Article 4

Chaque membre fixe librement le nombre de ses délégués, mais ne dispose que d'un nombre de voix de base égal à deux, auquel s'ajoute, le cas échéant, un nombre de voix additionnelles calculé à partir de critères objectifs déterminant la place relative de chaque Etat membre dans le secteur vitivinicole, dans les conditions définies dans les annexes n°1 et n°2 qui font partie intégrante du présent Accord. Le total de ces deux chiffres constitue le nombre de voix pondérées. L'actualisation du coefficient déterminant la situation de chaque Etat membre dans le secteur vitivinicole est effectuée périodiquement conformément aux dispositions de l'annexe n°1.

Chapitre IV – Modalités de fonctionnement, processus décisionnels

Article 5

1. L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'O.I.V. Elle discute et adopte les règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'O.I.V et les propositions de résolution de portée générale, scientifiques, techniques, économiques et juridiques, ainsi que pour la création ou la suppression de commissions et sous-commissions. Elle arrête le budget des recettes et des dépenses dans la limite des crédits existants, contrôle et approuve les

comptes. Elle adopte les protocoles de coopération et de collaboration dans le domaine de la vigne et des produits qui en sont issus que l'O.I.V peut passer avec des organisations internationales. L'Assemblée générale se réunit une fois par an. Des sessions extraordinaires peuvent être convoquées à la demande d'un tiers des membres de l'O.I.V.

2. La présence effective aux sessions des délégués d'un tiers des membres représentant au moins la moitié des voix pondérées est requise pour la validité des délibérations. La représentation d'un membre peut être confiée à la délégation d'un autre membre, mais une délégation ne peut exercer qu'une représentation en sus de la sienne.

3. a) Le consensus est le mode de décision normal de l'Assemblée générale pour l'adoption des propositions de résolution de portée générale, scientifiques, techniques, économiques, juridiques, ainsi que pour la création ou la suppression de commissions et sous-commissions. Il en est de même pour le Comité exécutif dans l'exercice de ses attributions en ce domaine.

b) Le consensus ne s'applique pas à l'élection du Président de l'O.I.V, des Présidents des commissions, sous-commissions et du Directeur général, ainsi qu'au vote du budget et des contributions financières des membres. Il ne s'applique pas non plus à d'autres décisions financières telles que celles fixées par le Règlement intérieur.

c) Dans le cas où l'Assemblée générale ou le Comité exécutif ne parvient pas à un consensus lors d'une première présentation d'un projet de résolution ou de décision, le Président prend toutes initiatives pour consulter les membres afin de rapprocher les points de vue dans la période qui précède l'Assemblée générale ou le Comité exécutif suivant. Lorsque toutes les démarches pour aboutir au consensus ont échoué, le Président peut faire procéder à un vote à la majorité qualifiée, soit les deux tiers plus un, des membres présents ou représentés, sur la base d'une voix par membre. Toutefois, si un membre considère que ses intérêts nationaux essentiels sont menacés, le vote est reporté d'un an. Si cette position est confirmée postérieurement par écrit par le Ministre des Affaires étrangères ou toute autre Autorité politique compétente du membre concerné, il n'est pas procédé au vote.

a) L'élection du Président de l'O.I.V, des Présidents des commissions et des sous-commissions, du Directeur général est faite par un vote à la majorité qualifiée pondérée, soit les deux tiers plus une, des voix pondérées des membres présents ou représentés, à condition que la moitié plus un des membres présents ou représentés se soient [illegible] en faveur du candidat. Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies, une Assemblée générale extraordinaire est réunie dans un délai n'excédant pas trois mois. Pendant cette période et suivant le cas, le Président, les Présidents des commissions et des sous-commissions, le Directeur général, en fonction est (sont) maintenu(s) dans ses (leurs) responsabilités.

b) La durée du mandat du Président de l'O.I.V, des Présidents des commissions et des sous-commissions est de trois ans. La durée du mandat du Directeur général est de cinq ans ; il est rééligible pour un autre mandat de cinq ans, dans les mêmes conditions que celles requises pour son élection. L'Assemblée générale peut révoquer à tout moment le

Directeur général dans les conditions de majorités combinées qui ont présidé à son élection.

5. Le vote du budget et des contributions financières des membres s'effectue à la majorité qualifiée pondérée, soit les deux tiers plus une, des voix pondérées des membres présents ou représentés. L'Assemblée générale nomme dans les mêmes conditions un auditeur financier, sur proposition conjointe du Directeur général et du Bureau de l'O.I.V, avec avis favorable du Comité exécutif.

6. Les langues officielles sont le français, l'espagnol, l'anglais. Leur financement est déterminé dans l'annexe n°2 au présent Accord. Toutefois, l'Assemblée générale peut l'adapter en tant que de besoin, dans les conditions définies à l'article 5, paragraphe 3.a. A la demande d'un ou de plusieurs membres, d'autres langues sont ajoutées selon les mêmes modalités de financement, notamment l'italien et l'allemand, afin d'améliorer la communication entre les membres. Préalablement, les utilisateurs concernés devront avoir accepté formellement leur contribution financière nouvelle, consécutive à leur demande. Au-delà d'un total de cinq langues, toute nouvelle demande est soumise à l'Assemblée générale qui prend sa décision dans les conditions définies à l'article 5, paragraphe 3.a. Le français reste la langue de référence en cas de différend avec les tiers non-membres de l'Organisation.

7. les organes constitutifs de l'O.I.V fonctionnent de façon ouverte et transparente

Chapitre V – Financement de l'O.I.V

Article 6

1. Tout membre de l'O.I.V acquitte une contribution financière fixée chaque année par l'Assemblée générale. Son montant est établi par application des dispositions définies dans les annexes n° 1 et n° 2 au présent Accord. La contribution financière des nouveaux membres éventuels est fixée par l'Assemblée générale à partir des dispositions définies dans les annexes n°1 et n°2 au présent Accord.

2. Les ressources financières de l'O.I.V comprennent la part contributive annuelle obligatoire de chacun des membres et observateurs ainsi que les résultats de ses activités propres. Les contributions obligatoires sont versées à l'O.I.V au cours de l'année civile concernée. Au-delà elles sont considérées comme versées avec retard.

3. Les ressources financières de l'O.I.V peuvent aussi comprendre des contributions volontaires de ses membres, des dons, des allocations, des subventions ou des financements de toute nature émanant d'organisations internationales, nationales qu'elles soient de nature publique, parapublique ou privée, pour autant que ces financements soient conformes aux principes généraux établis par l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article 5, paragraphe 3.a, qui seront inclus dans le Règlement intérieur.

Article 7

1. En cas de non-paiement de deux contributions par un membre, ses droits de vote et de participation au Comité exécutif et à l'Assemblée générale qui suivent la constatation sont automatiquement suspendus. Le Comité exécutif fixe au cas par cas les conditions dans lesquelles les membres concernés peuvent régulariser leur situation ou, à défaut, être considérés comme ayant dénoncé l'Accord.

2. En cas de non-paiement de trois contributions successives, le Directeur général notifie cette situation aux membres ou observateurs concernés. Si elle n'est pas régularisée dans les deux ans à compter du trente et un décembre de la troisième année, les membres ou observateurs concernés sont automatiquement exclus.

Chapitre VI – Participation des organisations internationales intergouvernementales

Article 8

Une organisation internationale intergouvernementale peut participer aux travaux de l'O.I.V ou en être membre et contribuer au financement de l'Organisation dans des conditions qui seront fixées, au cas par cas, par l'Assemblée générale sur proposition du Comité exécutif.

Chapitre VII – Amendement et révision de l'Accord

Article 9

1. Chaque membre peut proposer des amendements au présent Accord. La proposition doit être faite par écrit au Directeur général. Celui-ci la fait connaître à tous les autres membres de l'Organisation. Si dans le délai de six mois, à compter de la date de la communication, la moitié plus un des membres sont favorables à la proposition, le Directeur général la soumet pour décision à la première Assemblée générale ayant lieu à l'issue de ce délai. La décision est prise par consensus des membres présents ou représentés. Après son adoption par l'Assemblée générale, les amendements sont soumis aux procédures internes d'acceptation, d'approbation ou de ratification, prévues dans la législation nationale des membres. Ils entrent en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion, portant leur total à deux tiers plus un des membres de l'Organisation.

2. La révision du présent Accord est instituée de droit si les deux tiers plus un des membres en approuvent la demande. Dans ce cas, une Conférence des membres est convoquée par les soins du Gouvernement français dans un délai de six mois. Le programme et les propositions de révision sont communiqués aux membres deux mois au moins avant la réunion de la Conférence. La Conférence ainsi réunie arrête elle-même sa procédure. Le Directeur général de l'O.I.V y fait fonction de Secrétaire général.

3. Avant l'entrée en vigueur d'un accord révisé, l'Assemblée générale de l'Organisation définit, dans les conditions fixées par le présent Accord et par le Règlement intérieur visé à l'article 10, dans quelle mesure les Etats parties au présent accord qui n'auront pas déposé

d'instrument d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion pourront participer aux activités de l'O.I.V, après sa date d'entrée en vigueur.

Chapitre VIII – Règlement intérieur

Article 10

L'Assemblée générale adopte le Règlement de l'O.I.V qui précise, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent Accord. Jusqu'à cette adoption, le Règlement de l'Office International de la Vigne et du Vin reste en vigueur. Il fixe, notamment, les attributions, les règles de fonctionnement des organes visés dans les articles précédents, les conditions de participation des observateurs, ainsi que les modalités d'examen des propositions de réserves qui peuvent être formulées au présent Accord et les dispositions relatives à la gestion administrative et financière de l'O.I.V. Il précise aussi les conditions suivant lesquelles les documents nécessaires aux membres de l'Assemblée générale et du Comité exécutif leurs seront communiqués, en particulier en ce qui concerne le financement, avant la prise de décision en la matière.

Chapitre IX – Clauses finales

Article 11

L'O.I.V aura la personnalité juridique et se verra accorder par chacun de ses membres la capacité juridique qui pourra être nécessaire à l'exercice de ses attributions.

Article 12

Des propositions de réserves au présent Accord peuvent être formulées. Elles devront être acceptées par l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article 5, paragraphe 3.a.

Article 13

Le présent Accord est ouvert à la signature de tous les Etats membres de l'Office International de la Vigne et du Vin jusqu'au 31 juillet 2001. Il est soumis à acceptation, approbation, ratification ou adhésion.

Article 14

Tout Etat non visé à l'article 13 du présent Accord peut demander à y adhérer. Les demandes d'adhésion sont directement adressées à l'O.I.V, avec copie au Gouvernement de la République française, qui procède à leur notification auprès des Etats signataires ou parties au présent Accord. L'O.I.V informe ses membres des demandes présentées et de chacune des observations éventuelles formulées. Ils disposent d'un délai de six mois pour faire connaître leur avis à l'O.I.V. Au terme du délai de six mois, l'adhésion est acquise si une majorité de membres ne s'y est pas opposée. Le dépositaire notifiera à l'Etat la suite donnée à sa demande. Si elle est acceptée, l'Etat concerné disposera de douze mois pour déposer son instrument

d'adhésion au dépositaire. Tout Etat visé à l'article 13 qui n'a pas signé le présent Accord dans les délais prescrits peut y adhérer à tout moment.

Article 15

Les instruments d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République française qui procède à leur notification aux Etats signataires ou parties au présent Accord. Les instruments d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion sont déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Article 16

1. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour de l'année suivant le dépôt du trente et unième instrument d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui acceptent, approuvent ou ratifient le présent Accord ou y adhèrent après sa date d'entrée en vigueur, le présent Accord s'applique le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion.

3. L'Assemblée générale de l'Office International de la Vigne et du Vin définit, dans les conditions fixées par l'Arrangement du 29 novembre 1924 modifié et par le Règlement intérieur en découlant, dans quelle mesure les Etats parties à l'Arrangement précité qui n'ont pas déposé d'instrument d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion peuvent participer aux activités de l'O.I.V, après sa date d'entrée en vigueur.

Article 17

1. L'Arrangement du 29 novembre 1924 modifié prend fin par une décision unanime de la première Assemblée Générale suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, sauf si tous les Etats parties à l'Arrangement susvisé ont convenu, de façon unanime, avant l'entrée en vigueur du présent Accord, des conditions de cessation des effets dudit Arrangement.

2. L'«Organisation Internationale de la Vigne et du Vin» succède dans tous ses droits et obligations à l'Office International de la Vigne et du Vin.

Article 18

Tout membre partie au présent Accord peut le dénoncer à tout moment moyennant un préavis écrit de six mois adressé au Directeur général de l'O.I.V et au Gouvernement de la République française. Tout observateur peut décider de se retirer de l'Organisation à tout moment moyennant un préavis écrit de six mois adressé au Directeur général de l'O.I.V.

Article 19

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent Accord, dont les trois versions en langues française, espagnole et anglaise font également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés par leur Gouvernement ont apposé leur signature au présent Accord portant création de l'«Organisation Internationale de la Vigne et du Vin» (O.I.V).

Fait à Paris, le 3 avril 2001.

Annexe n° 1 visée aux articles 4 et 6 du présent Accord

Modalités de détermination de la situation de chaque Etat membre dans le secteur vitivinicole

1. Critères objectifs déterminant la place relative de chaque Etat membre dans le secteur vitivinicole :

   a) Moyenne de la production de vins, vins spéciaux, moûts, alcools d'origine vitivinicole (exprimés en équivalent vins) sur la dernière période quinquennale connue, après élimination des deux valeurs extrêmes (P) ;

   b) Moyenne de la surface totale du vignoble sur les trois dernières années connues (S) ;

   c) Moyenne de la consommation apparente de vins et équivalent vins, sur les trois dernières années connues (C) = (P) production – (E) exportations + (I) importations.

2. Formule d'application pour la détermination du coefficient de chaque Etat membre :

$$X\% = \left(0{,}60 \, \frac{P\ (\text{Etat membre})}{P\ (\text{Totale O.I.V})} + 0{,}20 \, \frac{S\ (\text{Etat membre})}{S\ (\text{Totale O.I.V})} + 0{,}20 \, \frac{C\ (\text{Etat membre})}{C\ (\text{Totale O.I.V})} \right) 100$$

3. Actualisation du coefficient de chaque Etat membre effectuée :

   a) au début de l'exercice budgétaire suivant l'adhésion d'un nouveau membre ;

   b) tous les trois ans par la prise en compte des dernières données statistiques connues.

4. Nouvelles adhésions:

Les nouveaux membres adhérant à l'O.I.V dans les années à venir doivent s'acquitter d'une contribution financière obligatoire, calculée intégralement à partir de la formule d'application définie dans la présente annexe, à laquelle s'ajoute leur participation au financement spécifique des langues, dans les conditions fixées dans l'annexe n°2.

Annexe n° 2 visée aux articles 4, 5 et 6 du présent Accord

Détermination des droits de vote, des contributions financières obligatoires des Etats membres et des modalités de financement des langues

1. Voix de base :

Chaque Etat membre dispose d'un nombre de voix de base égal à deux.

2. Voix additionnelles :

Le nombre total de voix additionnelles est égal à la moitié du total des voix de base. Dans la limite de celui-ci, des voix additionnelles sont attribuées, le cas échéant, en plus des voix de base à certains Etats membres, en fonction de leur place relative dans le secteur vitivinicole, telle qu'elle résulte de l'application de la formule définie à l'annexe n°1.

3. Voix pondérées :

Le nombre de voix pondérées pour chaque Etat membre est égal à la somme des voix de base et des voix additionnelles éventuelles dont il dispose.

4. Répartition des contributions obligatoires :

Le montant total des contributions obligatoires à appeler auprès des Etats membres est calculé à partir du budget adopté par l'Assemblée générale.
Un tiers du montant total des contributions obligatoires est réparti uniformément sur les voix de base.
Deux tiers du montant total des contributions obligatoires sont répartis au prorata des voix additionnelles.

Pour faciliter la transition entre l'ancien et le présent Accord, la contribution financière correspondant aux deux voix de base détenues par chaque Etat membre ne peut pas être inférieure au montant de «l'unité de cotisation» appelée au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord, pour le premier exercice budgétaire. Le cas échéant, les montants des contributions financières au titre des voix additionnelles sont ajustés en conséquence pour atteindre le montant total des contributions obligatoires découlant du budget adopté.

5. Financement des langues :

Le financement des langues est assuré en totalité par imputation sur le budget général de l'O.I.V et sans contribution spécifique de chaque groupe linguistique composé des membres et observateurs utilisateurs.
Les modalités de mise en œuvre des langues feront l'objet de dispositions particulières fixées dans le Règlement intérieur.

Acte final de la Conférence des Etats membres de l'Office International de la Vigne et du Vin

1. Après les trois sessions de la Conférence des Etats membres de l'«Office Internationale de la Vigne et du Vin» tenues les 14, 15 et 22 juin 2000 à Paris, les pays membres de l'Office se sont réunis de nouveau dans une 4ème session de la Conférence, le 3 avril 2001, dans les locaux de la Société Nationale d'Horticulture de France, 84, rue de Grenelle – 75007 Paris, pour adopter le texte final du projet d'Accord portant création de l'«Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (O.I.V.)» ;

2. Les Gouvernements des pays suivants étaient représentés : République d'Afrique du Sud, République Algérienne Démocratique et Populaire, République Fédérale d'Allemagne, République d'Argentine, Australie, République d'Autriche, Royaume de Belgique, République de Bolivie, République Fédérative du Brésil, République du Chili, République de Chypre, Royaume du Danemark, Royaume d'Espagne, République de Finlande, République Française, République Hellénique, République de Hongrie, République Italienne, République Libanaise, Grand Duché du Luxembourg, Royaume du Maroc, Etats-Unis Mexicains, Royaume de Norvège, Nouvelle Zélande, Royaume des Pays-Bas, République Portugaise, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne, Fédération de Russie, Royaume de Suède, Confédération Suisse, République Tunisienne, République de Turquie, Ukraine, République Orientale de l'Uruguay ;

3. Les Gouvernements des pays suivants étaient représentés par des observateurs : Canada, République Populaire de Chine, République de Croatie, Irlande;

4. La Conférence, à l'issue de sa troisième session, a créé un groupe de travail juridique et linguistique composé de M. Spyrou (Australie), M. Collard (France) et M. Juré (Uruguay) afin de finaliser le projet d'Accord dans ses aspects juridiques et linguistiques ;

5. La quatrième session de la Conférence a été officiellement ouverte par M. Félix Roberto Aguinaga (Argentine), Président l'«Office Internationale de la Vigne et du Vin»;

6. La 4ème session de la Conférence a reconduit M. Alain Pierret (France) comme Président et désigné Mme Alexandra Busnengo (Italie), M. Craig Burns (Australie), M. José Ramon Lopez Pardo (Espagne) et M. Fernando Bianchi de Aguiar (Portugal) comme Vice-présidents. M. Félix Roberto Aguinaga était par ailleurs Vice-président de droit ;

7. La Conférence disposait, comme proposition de base pour les discussions, du document intitulé «Projet d'accord portant création de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin », en date du 2 avril 2001, révisant l'Arrangement du 29 novembre 1924 modifié ;

8. La Conférence, à l'issue de sa quatrième session, a adopté le 3 avril 2001, conformément aux dispositions de son Règlement intérieur, l'Acte final de la Conférence auquel est annexé l'Accord portant création de l'«Organisation Internationale de la Vigne et du Vin » (O.I.V.) ouverts pour signature, dans les locaux de la Société Nationale d'Horticulture de France, 84, rue de Grenelle – 75007 Paris, le 3 avril 2001, puis au siège de l'O.I.V., 18, rue d'Aguesseau – 75008 Paris du 4 avril au 31 juillet 2001. L'Accord portant création de l'«Organisation Internationale de la Vigne et du Vin » (O.I.V.) est, en outre, soumis à acceptation, approbation, ratification ou adhésion de la part des Etats intéressés ;

9. Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent Accord, dont les trois versions en langues française, anglaise et espagnole font également foi.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leur Gouvernement ont apposé leur signature au présent Acte final de la Conférence des Etats membres de l'Office International de la Vigne et du Vin portant création de l'«Organisation Internationale de la Vigne et du Vin» (O.I.V.).

Fait à Paris, le 3 avril 2001.

ROYAUME DU DANEMARK

H H BRUUN

ROYAUME D'ESPAGNE

ANTONIO MOSCOSO SANCHEZ

REPUBLIQUE DE FINLANDE

JYRI OLLILA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Marie GUITTARY

REPUBLIQUE HELLENIQUE

M. STAVRAKAKIS

REPUBLIQUE DE HONGRIE

GERENDÁS

REPUBLIQUE DE GEORGIE

ETAT D'ISRAËL

REPUBLIQUE ITALIENNE

GERARDO CARANTE

REPUBLIQUE LIBANAISE

Serge Hochar

GRAND-DUCHE DU LUXEMBOURG

Jean-Marc Hoscheit

ROYAUME DU MAROC

Συμφωνία για την ίδρυση του Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου.

Προοίμιο

Με συμφωνία της 29ης Νοεμβρίου 1924, οι Κυβερνήσεις της Ισπανίας, της Γαλλίας, της Ελλάδος, της Ουγγαρίας, της Ιταλίας, του Λουξεμβούργου, της Πορτογαλίας και της Τυνησίας συμφώνησαν να δημιουργήσουν ένα Εθνικό Γραφείο Οίνου.

Με απόφαση της 4ης Σεπτεμβρίου 1958 των εν λόγω κρατών μελών, αυτό το γραφείο έλαβε την επωνυμία Διεθνές Γραφείο Αμπέλου και Οίνου. Στις 3 Απριλίου 2001, αυτή η διακυβερνητική οργάνωση περιλαμβάνει σαράντα-πέντε Κράτη μέλη.

Στην απόφαση της COMEX 2/97, που ελήφθηκε στην συνεδρίαση της 5ης Δεκεμβρίου 1997 η οποία έλαβε χώρα στο Μπουένος Άϊρες (Αργεντινή), η Γενική Συνέλευση του Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου αποφάσισε, από ανάγκη, να προσαρμοστεί στο νέο διεθνές πλαίσιο των αποστολών του Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου, τα ανθρώπινα και υλικά μέσα του, τα μέσα προϋπολογισμού, καθώς και ενδεχομένως, τις διαδικασίες και κανόνες λειτουργίας για να δεχτεί τις προκλήσεις και να διασφαλίσει το μέλλον του παγκόσμιου οινοπαραγωγικού και αμπελουργικού τομέα.

Κατ' εφαρμογή του άρθρου 7 της προαναφερθείσας Συμφωνίας, η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας, επιλήφθηκε την αίτηση που προερχόταν από τριάντα έξι Κράτη και συγκάλεσε μία Διάσκεψη των Κρατών μελών η οποία έλαβε χώρα στο Παρίσι στις 14, 15 και 22 Ιουνίου 2000 και στις 3 Απριλίου 2001.

Κατά συνέπεια, τα Κράτη μέλη του Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου, που στο εξής θα αποκαλούνται τα Μέρη, συμφώνησαν τις διατάξεις που ακολουθούν :

Κεφάλαιο Ι - Στόχοι και αρμοδιότητες

Άρθρο 1

1. Τα Μέρη αποφασίζουν να δημιουργήσουν τον «Διεθνή Οργανισμό Αμπέλου και Οίνου» (Ο.Α.Ο.) η οποία αντικαθιστά το Διεθνές Γραφείο Αμπέλου και Οίνου που είχε ιδρυθεί με τη Συμφωνία της 29ης Νοεμβρίου 1924 τροποποιημένη. Υπόκειται στις διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας.

2. Ο Ο.Α.Ο. επιδιώκει τους στόχους της και ασκεί τις αρμοδιότητές της όπως ορίζονται στο άρθρο 2 ως διακυβερνητική οργάνωση επιστημονικού και τεχνικού χαρακτήρα, με αναγνωρισμένη αρμοδιότητα στον τομέα της αμπέλου, του οίνου, των ποτών με βάση τον οίνο, των επιτραπέζιων σταφυλιών, των σταφίδων και άλλων προϊόντων προερχόμενων από την άμπελο.

Άρθρο 2

1. Στον τομέα αυτών των αρμοδιοτήτων της, οι στόχοι του Ο.Α.Ο, είναι οι ακόλουθοι:

α) να υποδείξει στα μέλη της τα μέτρα που επιτρέπουν να ληφθούν υπόψη οι έγνοιες των παραγωγών, των καταναλωτών και των άλλων συμμετεχόντων του οινοπαραγωγικού και αμπελουργικού τομέα.

β) να βοηθήσει τις άλλες διεθνείς διακυβερνητικές και μη κυβερνητικές οργανώσεις, κυρίως εκείνες που επιδιώκουν κανονιστικές δραστηριότητες,

γ) να συμβάλλει στη διεθνή εναρμόνιση των υπαρχόντων πρακτικών και κανόνων και εν ανάγκει, στην επεξεργασία νέων διεθνών κανόνων, με σκοπό να βελτίωσει τις προϋποθέσεις επεξεργασίας και εμπορευματοποίησης των οινοπαραγωγικών και αμπελουργικών προϊόντων και στο να ληφθούν υπόψη τα συμφέροντα των καταναλωτών.

2. Για να επιτευχθούν αυτοί οι στόχοι, ο Ο.Α.Ο. ασκεί τις παρακάτω αρμοδιότητες:

α) προωθεί και προσανατολίζει τις επιστημονικές και τεχνικές έρευνες και πειραματισμούς με σκοπό να ικανοποιηθούν οι ανάγκες των μελών της, αξιολογεί τα αποτελέσματα, εν ανάγκει, κάνοντας έκκληση στους ειδικούς εμπειρογνώμονες και διασφαλίζει ενδεχομένως τη διάδοση με τα κατάλληλα μέσα,

β) επεξεργάζεται, διατυπώνει συστάσεις και παρακολουθεί την εφαρμογή σε συνεργασία με τα μέλη της, κυρίως στους ακόλουθους τομείς:

(i) τις συνθήκες αμπελουργικής παραγωγής,

(ii) τις οινολογικές πρακτικές,

(iii) τον προσδιορισμό και / ή την περιγραφή των προϊόντων, την επικόλληση ετικέτας και τις συνθήκες κυκλοφορίας στην αγορά,

(iv) τις μεθόδους ανάλυσης και αξιολόγησης των προϊόντων που προέρχονται από την άμπελο.

γ) υποβάλλει στα μέλη της οποιεσδήποτε προτάσεις αναφορικά με:

(i) την εγγύηση αυθεντικότητας των προϊόντων που προέρχονται από την άμπελο, ειδικότερα έναντι των καταναλωτών, κυρίως όσον αφορά τις αναφορές στις ετικέτες,

(ii) την προστασία των γεωγραφικών ενδείξεων και κυρίως τους αμπελουργικούς και οινοπαραγωγικούς χώρους και τις ονομασίες προέλευσης ορισμένες από γεωγραφικά τοπωνύμια ή όχι, οι οποίες είναι άρρηκτα συνδεδεμένες με αυτά, στο μέτρο που δεν θέτουν σε αμβιβολία τις διεθνείς συμφωνίες σε θέματα εμπορίου και πνευματικής ιδιοκτησίας,

(iii) τη βελτίωση των επιστημονικών και τεχνικών κριτηρίων αναγνώρισης και προστασίας των φυτικών αμπελουργικών και οινοπαραγωγικών εγκρίσεων.

δ) συμβάλλει στην εναρμόνιση και προσαρμογή των κανονισμών από τα μέλη της ή εν ανάγκει, διευκολύνει την αμοιβαία αναγνώριση όσον αφορά τις πρακτικές που υπεισέρχονται στο πεδίο των αρμοδιοτήτων της,

ε) διασφαλίζει τη μεσολάβηση μεταξύ των χωρών ή οργανώσεων που το ζητούν, ενώ το ενδεχόμενο κόστος αυτής επιβαρύνει τους αιτούντες,

ζ) διασφαλίζει μία παρακολούθηση που επιτρέπει την αξιολόγηση των επιστημονικών ή τεχνικών εξελίξεων ικανών να έχουν σημαντικά και διαρκή αποτελέσματα στον αμπελουργικό και οινοπαραγωγικό τομέα και να ενημερώνει τα μέλη της εν ευθέτω χρόνω,

η) συμμετέχει στην προστασία της υγείας των καταναλωτών και συμβάλλει στην υγειονομική ασφάλεια των τροφίμων:

(i) με την εξειδικευμένη επιστημονική παρακολούθηση, που επιτρέπει την αξιολόγηση των ίδιων χαρακτηριστικών των προϊόντων που προέρχονται από την άμπελο,

(ii) προωθώντας και προσανατολίζοντας τις έρευνες

στους κατάλληλους τροφικούς και υγειονομικούς ειδικούς τομείς,

(iii) διευρύνοντας τη διάδοση των πληροφοριών που προκύπτουν από αυτές τις έρευνες, πέρα από αυτούς που αναφέρονται στο άρθρο 2 παράγραφος ξ, στα ιατρικά επαγγέλματα και τα επαγγέλματα υγείας,

θ) ευνοεί τη συνεργασία μεταξύ μελών μέσω:

(i) της διοικητικής συνεργασίας,

(ii) της ανταλλαγής ειδικών πληροφοριών,

(iii) της ανταλλαγής εμπειρογνωμόνων,

(iv) της συμβολής συνδρομής ή συμβουλών εμπειρογνωμόνων κυρίως για την τεκμηρίωση κοινών σχεδίων και άλλων κοινών μελετών,

ι) λαμβάνει υπόψη στις δραστηριότητές της τον ειδικό χαρακτήρα καθενός από τα μέλη της, όταν πρόκειται για συστήματα παραγωγής προϊόντων προερχόμενων από την άμπελο και μεθόδων επεξεργασίας οίνων και οινοπνευματωδών ποτών αμπελουργικής και οινοπαραγωγικής προέλευσης,

κ) συμβάλλει στην ανάπτυξη δικτύων κατάρτισης που αφορούν τον τομέα της αμπέλου και των προϊόντων που προέρχονται από την άμπελο,

λ) συμβάλλει στη γνώση ή την αναγνώριση της παγκόσμιας αμπελουργικής και οινοπαραγωγικής κληρονομιάς και των ιστορικών, πολιτιστικών, ανθρωπιστικών, κοινωνικών και περιβαλλοντολογικών στοιχείων που συνδέονται μ' αυτή.

μ) παρέχει τη συμβολή της στις δημόσιες ή ιδιωτικές εκδηλώσεις των οποίων το αντικείμενο, μη εμπορικό, υπεισέρχεται στο πεδίο αρμοδιότητάς της,

ν) στα πλαίσια των εργασιών της και εν ανάγκει, διεξάγει ένα χρήσιμο διάλογο με τους παρεμβαίνοντες του τομέα και καταλήγει με αυτούς σε κατάλληλες συμφωνίες,

ξ) συλλέγει, επεξεργάζεται και διασφαλίζει την διάδοση της καταλληλότερης πληροφορίας και την κοινοποιεί:

(i) στα μέλη της και στους παρατηρητές της,

(ii) στις άλλες διεθνείς διακυβερνητικές και μη κυβερνητικές οργανώσεις,

(iii) στους παραγωγούς, στους καταναλωτές και στους άλλους παράγοντες του αμπελουργικού και οινοπαραγωγικού τομέα,

(iv) στις άλλες ενδιαφερόμενες χώρες,

(ο) στα μέσα ενημέρωσης και γενικότερα, στο ευρύ κοινό.

Με σκοπό να διευκολύνει αυτή την λειτουργία πληροφόρησης και επικοινωνίας, ο Ο.Α.Ο. ζητά από τα μέλη της, τους δυνητικούς δικαιούχους και ενδεχομένως τις διεθνείς οργανώσεις, να της παρέχουν δεδομένα και οποιαδήποτε άλλα στοιχεία εκτίμησης βάσει λογικών αιτημάτων,

π) διασφαλίζει, σε τακτά χρονικά διαστήματα, την επαναξιολόγηση της αποτελεσματικότητας των δομών της και των διαδικασιών λειτουργίας της.

Κεφάλαιο ΙΙ - Οργάνωση

Άρθρο 3

1. Τα όργανα του Ο.Α.Ο. είναι τα ακόλουθα:

α) η Γενική Συνέλευση,

β) ο Πρόεδρος,

γ) οι Αντί-Πρόεδροι,

δ) ο Γενικός Διευθυντής

ε) η εκτελεστική Επιτροπή.

ζ) η επιστημονική και τεχνική Επιτροπή,

η) το Γραφείο,

θ) οι Επιτροπές, υπό-επιτροπές και ομάδες εμπειρογνωμόνων,

ι) η Γραμματεία.

2. Κάθε μέλος του Ο.Α.Ο. εκπροσωπείται από τους αντιπροσώπους της επιλογής του. Η Γενική Συνέλευση αποτελούμενη από αντιπροσώπους που έχουν οριστεί από τα μέλη, είναι το όργανο ολομέλειας του Ο.Α.Ο. Μπορεί να αναθέσει ορισμένες από τις αρμοδιότητές της στην εκτελεστική Επιτροπή, η οποία αποτελείται από ένα εκπρόσωπο ανά μέλος. Η εκτελεστική Επιτροπή μπορεί, υπό την έγκρισή της, να αναθέσει ορισμένες από τις συνήθεις διοικητικές της αρμοδιότητες στο γραφείο του Ο.Α.Ο. η οποία αποτελείται από τον Πρόεδρο, τους Αντί-Προέδρους του Ο.Α.Ο., καθώς και από τους Προέδρους των επιτροπών και υπό-επιτροπών. Ο Πρόεδρος, ο πρώτος Αντί-Πρόεδρος, οι Πρόεδροι των επιτροπών είναι διαφορετικών εθνικοτήτων.

3. Η επιστημονική δραστηριότητα του Ο.Α.Ο. αναπτύσσεται στα πλαίσια ομάδων εμπειρογνωμόνων, υπο-επιτροπών και επιτροπών, οι οποίες συντονίζονται από μία επιστημονική και τεχνική Επιτροπή, στα πλαίσια ενός στρατηγικού σχεδίου εγκεκριμένου από τη γενική Συνέλευση.

4. Ο γενικός Διευθυντής είναι υπεύθυνος για την εσωτερική διοίκηση Ο.Α.Ο., την πρόσληψη και την διοίκηση του προσωπικού. Οι τρόποι πρόσληψης του προσωπικού πρέπει να διασφαλίζουν όσο το δυνατό, το διεθνή χαρακτήρα του Οργανισμού.

5. Ο Ο.Α.Ο. μπορεί επίσης να συμπεριλάβει παρατηρητές. Οι παρατηρητές είναι δεκτοί αφού αποδεχθούν εγγράφως, τις διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας και του εσωτερικού Κανονισμού που απορρέει.

6. Η έδρα του Οργανισμού είναι το Παρίσι (Γαλλία).

Κεφάλαιο ΙΙΙ - Δικαιώματα ψήφου

Άρθρο 4

Κάθε μέλος ορίζει ελεύθερα τον αριθμό των αντιπροσώπων του αλλά διαθέτει αριθμό βασικών ψήφων ίσο με δύο, στον οποίο προστίθεται, ενδεχομένως, ένας αριθμός συμπληρωματικών ψήφων υπολογισμένος βάσει αντικειμενικών κριτηρίων καθοριζόντων την σχετική θέση κάθε Κράτους μέλους στον αμπελουργικό και οινοπαραγωγικό τομέα, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που ορίζονται στα παραρτήματα 1 και 2 τα οποία αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της παρούσας Συμφωνίας. Το σύνολο των δύο αυτών αριθμών αποτελεί τον αριθμό σταθμισμένων ψήφων. Ο εκσυγχρονισμός του συντελεστή που καθορίζει την κατάσταση κάθε Κράτους μέλους στον αμπελουργικό και οινοπαραγωγικό τομέα πραγματοποιείται περιοδικά σύμφωνα με τις διατάξεις του παραρτήματος Νο 1.

Κεφάλαιο IV - Τρόποι λειτουργίας, διαδικασία λήψης αποφάσεων

Άρθρο 5

1. Η Γενική Συνέλευση είναι το ανώτατο όργανο του Ο.Α.Ο.

Συζητά και υιοθετεί τους κανονισμούς σχετικά με την οργάνωση και την λειτουργία του Ο.Α.Ο. και τις προτάσεις απόφασης γενικής υφής, επιστημονικές, τεχνικές, οικονομικές και νομικές, καθώς και για τη δημιουργία ή την κατάργηση επιτροπών και υπό-επιτροπών. Κανονίζει τον προϋπολογισμό εσόδων και εξόδων στα πλαίσια των υπαρχόντων πιστώσεων, ελέγχει και εγκρίνει τους λογαριασμούς. Υιοθετεί τα πρωτόκολλα συνεργασίας και σύμπραξης στον τομέα της αμπέλου και των παραγόντων προϊόντων που ενδεχομένως να συνάψει ο Ο.Α.Ο. με άλλες διεθνείς οργανώσεις. Η Γενική Συνέλευση συνεδριάζει μία φορά το χρόνο. Έκτακτες συνεδριάσεις μπορεί να συγκληθούν μετά από αίτημα του ενός τρίτου των μελών του Ο.Α.Ο.

2. Για την επικύρωση των αποφάσεων απαιτείται η πραγματική παρουσία στις συνεδριάσεις των εκπροσώπων του ενός τρίτου των μελών εκπροσωπώντας τουλάχιστον το μισό των σταθμισμένων ψήφων. Η εκπροσώπηση ενός μέλος μπορεί να ανατεθεί στην αντιπροσώπευση ενός άλλου μέλους, αλλά μία αντιπροσώπευση μπορεί να ασκήσει μόνο μία εκπροσώπηση πέρα από τη δική της.

3. α) Η συναίνεση είναι ο κανονικός τρόπος απόφασης της Γενικής Συνέλευσης για την υιοθέτηση των προτάσεων απόφασης γενικής σημασίας επιστημονικές, τεχνικές, οικονομικές, νομικές, καθώς και για τη δημιουργία ή την κατάργηση επιτροπών και υπο-επιτροπών. Το ίδιο ισχύει για την εκτελεστική Επιτροπή κατά την εκτέλεση αυτών των αρμοδιοτήτων στον εν λόγω τομέα.

β) Η συναίνεση δεν εφαρμόζεται κατά την εκλογή του Προέδρου του Ο.Α.Ο., των Προέδρων των επιτροπών, υπο-επιτροπών και του Γενικού Διευθυντή, καθώς και στην ψηφοφορία του προϋπολογισμού και των οικονομικών εισφορών των μελών. Δεν εφαρμόζεται επίσης σε άλλες οικονομικές αποφάσεις όπως εκείνες που ορίζονται από τον εσωτερικό Κανονισμό.

γ) Σε περίπτωση που η Γενική Συνέλευση ή η εκτελεστική Επιτροπή δεν καταλήγει σε συναίνεση κατά την πρώτη παρουσίαση ενός σχεδίου απόφασης, ο Πρόεδρος λαμβάνει κάθε πρωτοβουλία συζήτηση με τα μέλη για να επιτευχθεί προσέγγιση των απόψεων, πριν τη Γενική Συνέλευση ή την επόμενη εκτελεστική Επιτροπή. Όταν αποτύχουν όλες οι ενέργειες για την επίτευξη της συναίνεσης, ο Πρόεδρος μπορεί να προβεί σε ψηφοφορία με αυξημένη πλειοψηφία, δηλαδή τα δύο τρίτα συν ένα, των παρόντων ή εκπροσωπούμενων μελών, βάσει μίας ψήφου ανά μέλος. Ωστόσο, αν ένα μέλος θεωρεί ότι απειλούνται τα ουσιαστικά εθνικά του συμφέροντα, η ψηφοφορία μεταφέρεται κατά ένα έτος. Αν η θέση αυτή επιβεβαιωθεί αργότερα εγγράφως από τον Υπουργό Εξωτερικών ή οποιαδήποτε άλλη αρμόδια πολιτική αρχή του ενδιαφερόμενου μέλους, δεν προβαίνει στην ψηφοφορία.

4. α) Η εκλογή του Προέδρου του Ο.Α.Ο., των Προέδρων των επιτροπών και υπό-επιτροπών, του Γενικού Διευθυντή πραγματοποιείται με ψηφοφορία με καταμετρημένη αυξημένη πλειοψηφία, είτε των δύο τρίτων συν ένα, των καταμετρημένων ψήφων των παρόντων ή εκπροσωπούμενων μελών, υπό τον όρο ότι οι μισοί συν ένας των παρόντων ή εκπροσωπούμενων μελών εκφράστηκαν υπέρ του υποψηφίου. Σε περίπτωση που δεν πληρούνται αυτές οι προϋποθέσεις, συγκαλείται έκτακτη Γενική Συνέλευση εντός χρονικού διαστήματος το οποίο δεν .ξεπερνά τους τρεις μήνες. Κατά τη διάρκεια αυτής της περιόδου και ανάλογα με την περίπτωση, ο Πρόεδρος, οι Πρόεδροι των επιτροπών και των υπό-επιτροπών, ο γενικός διευθυντής, εν ενεργεία διατηρεί (ούν) τις ευθύνες του (τους).

β) Η διάρκεια της θητείας του Προέδρου του Ο.Α.Ο., των Προέδρων των επιτροπών και υπό-επιτροπών είναι τρία έτη. Η διάρκεια της θητείας του γενικού Διευθυντή είναι πέντε έτη.

Είναι ανανεώσιμη για μία ακόμα θητεία πέντε ετών, σύμφωνα με τις ίδιες προϋποθέσεις με εκείνες που απαιτούνται για την εκλογή του. Η Γενική Συνέλευση μπορεί οποιαδήποτε στιγμή να ανακαλέσει τον γενικό Διευθυντή σύμφωνα με τις προϋποθέσεις συνδυασμένης πλειοψηφίας που προΐστατο της εκλογής του.

5. Η ψηφοφορία του προϋπολογισμού και των οικονομικών εισφορών των μελών πραγματοποιείται με καταμετρημένη αυξημένη πλειοψηφία, είτε των δύο τρίτων συν μία, των καταμετρημένων ψήφων των παρόντων ή εκπροσωπούμενων μελών. Η Γενική Συνέλευση ορίζει σύμφωνα με τους ίδιους όρους ένα οικονομικό εισηγητή, με κοινή πρόταση του γενικού Διευθυντή και του Γραφείου του Ο.Α.Ο., με την σύμφωνη γνώμη της εκτελεστικής επιτροπής.

6. Οι επίσημες γλώσσες είναι τα γαλλικά, τα ισπανικά, τα αγγλικά. Η χρηματοδότησή τους καθορίζεται στο παράρτημα Νο 2 της παρούσας συμφωνίας. Ωστόσο, η Γενική Συνέλευση μπορεί να το προσαρμόσει εν ανάγκει, στις προϋποθέσεις που ορίζονται στο άρθρο 5, παράγραφος 3α. Κατόπιν αιτήματος ενός ή περισσότερων μελών, προσθέτονται άλλες γλώσσες σύμφωνα με τους ίδιους τρόπους χρηματοδότησης, κυρίως τα ιταλικά και τα γερμανικά, με σκοπό να βελτιωθεί η επικοινωνία μεταξύ των μελών. Προηγουμένως, οι ενδιαφερόμενοι χρήστες πρέπει να έχουν αποδεχθεί την νέα οικονομική τους εισφορά, ως επακόλουθο της αίτησής τους. Πέρα από ένα σύνολο πέντε γλωσσών, οποιαδήποτε νέα αίτηση υπόκειται στη Γενική Συνέλευση η οποία λαμβάνει απόφαση σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που ορίζονται στο άρθρο 5, παράγραφος 3α. Τα γαλλικά παραμένουν η γλώσσα αναφοράς σε περίπτωση διαφοράς με τρίτους μη μέλη του Οργανισμού.

7. Τα συστατικά όργανα του Ο.Α.Ο. λειτουργούν με ανοιχτό και διαφανή τρόπο.

Κεφάλαιο V - Χρηματοδότηση της Ο.Α.Ο.

Άρθρο 6

1. Κάθε μέλος του Ο.Α.Ο. καταβάλλει μία οικονομική εισφορά η οποία ορίζεται κάθε έτος από τη γενική συνέλευση. Το ποσό της καθορίζεται κατ' εφαρμογή των διατάξεων που ορίζονται στα παραρτήματα Νο 1 και 2 της παρούσας Συμφωνίας. Η οικονομική εισφορά των ενδεχόμενων νέων μελών καθορίζεται από τη γενική Συνέλευση βάσει διατάξεων που ορίζονται στα παραρτήματα Νο 1 και 2 της παρούσας Συμφωνίας.

2. Οι οικονομικοί πόροι του Ο.Α.Ο. περιλαμβάνουν το ετήσιο υποχρεωτικό μερίδιο εισφοράς κάθε μέλους και παρατηρητή καθώς και τα αποτελέσματα των δικών του δραστηριοτήτων. Οι υποχρεωτικές εισφορές καταβάλλονται στον Ο.Α.Ο. κατά τη διάρκεια κάθε οικονομικού έ-

τους. Πέρα από αυτή την προθεσμία, θεωρούνται ότι καταβλήθηκαν με καθυστέρηση.

3. Οι οικονομικοί πόροι του Ο.Α.Ο. μπορεί να περιλαμβάνουν επίσης εθελοντικές εισφορές των μελών της, δωρεές, οικονομικές ενισχύσεις, χορηγίες ή χρηματοδοτήσεις οποιασδήποτε φύσεως προερχόμενων από διεθνείς, εθνικές οργανώσεις, είτε δημόσιο, παραδημόσιου ή ιδιωτικού χαρακτήρα, αρκεί οι χρηματοδοτήσεις αυτές να είναι σύμφωνες με τις γενικές αρχές που τέθηκαν από τη γενική Συνέλευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 5, παράγραφος 3α, που περιλαμβάνονται στον εσωτερικό Κανονισμό.

Άρθρο 7

1. Σε περίπτωση μη καταβολής δύο εισφορών ανά μέλος, αναστέλλονται αυτομάτως τα δικαιώματα του ψήφου και συμμετοχής στην εκτελεστική Επιτροπή και στη γενική συνέλευση αμέσως μετά την διαπίστωση αυτή. Η εκτελεστική Επιτροπή καθορίζει ανά περίπτωση τους όρους σύμφωνα με τους οποίους τα ενδιαφερόμενα μέλη μπορεί να ρυθμίσουν την κατάστασή τους ή ελλείψει ρύθμισης, να θεωρηθούν ότι κατήγγειλαν τη Συμφωνία.

2. Σε περίπτωση μη-καταβολής τριών διαδοχικών εισφορών, ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί αυτή την κατάσταση στα ενδιαφερόμενα μέλη ή παρατηρητές. Αν δεν ρυθμιστεί εντός των δύο επόμενων ετών από την τριακοστή-πρώτη Δεκεμβρίου του τρίτου έτους, αποκλείονται αυτομάτως τα ενδιαφερόμενα μέλη ή παρατηρητές.

Κεφάλαιο VI - Συμμετοχή των διεθνών διακυβερνητικών οργανώσεων

Άρθρο 8

Μία διεθνής διακυβερνητική οργάνωση μπορεί να συμμετέχει στις εργασίες του Ο.Α.Ο. ή να είναι μέλος και να συνεισφέρει στη χρηματοδότηση του Οργανισμού σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που θα καθοριστούν, ανά περίπτωση, από τη Γενική Συνέλευση μετά από πρόταση της εκτελεστικής επιτροπής.

Κεφάλαιο VII - Τροποποίηση και αναθεώρηση της Συμφωνίας

Άρθρο 9

1. Κάθε μέλος μπορεί να προτείνει τροποποιήσεις της παρούσας Συμφωνίας. Η πρόταση πρέπει να πραγματοποιηθεί εγγράφως στο γενικό Διευθυντή. Αυτός την γνωστοποιεί σε όλα τα άλλα μέλη της Οργάνωσης. Αν εντός έξι μηνών, από την ημερομηνία της κοινοποίησης, τα μισά συν ένα μέλη είναι υπέρ της πρότασης, ο Γενικός Διευθυντής την υποβάλλει προς Απόφαση από την πρώτη Γενική Συνέλευση που θα λάβει χώρα μετά το πέρας της προθεσμίας. Η απόφαση λαμβάνεται με συναίνεση των παρόντων ή εκπροσωπούμενων μελών. Μετά την υιοθέτηση της από τη Γενική Συνέλευση, οι τροποποιήσεις υπόκεινται σε εσωτερικές διαδικασίες αποδοχής, έγκρισης ή επικύρωσης, που προβλέπονται από την εθνική νομοθεσία των μελών. Τίθενται σε ισχύ την τριακοστή μέρα μετά την κατάθεση του εγγράφου αποδοχής, έγκρισης ή επικύρωσης, έχοντας υπέρ συνολικά τα δύο τρίτα συν ένα των μελών του Οργανισμού.

2. Η αναθεώρηση της παρούσας Συμφωνίας συνιστάται αυτοδικαίως αν τα δύο τρίτα συν ένας των μελών εγκρίνουν το αίτημα. Σ' αυτή την περίπτωση, συγκαλείται Διάσκεψη των μελών με τη βοήθεια της Γαλλικής Κυβέρνησης εντός έξι μηνών. Το πρόγραμμα και οι προτάσεις αναθεώρησης κοινοποιούνται στα μέλη δύο μήνες πριν την συνεδρίαση της Διάσκεψης. Η Διάσκεψη που έχει συγκληθεί κατ' αυτό τον τρόπο αποφασίζει η ίδια την διαδικασία της. Ο Γενικός Διευθυντής του Ο.Α.Ο. εκτελεί καθήκοντα γενικού Γραμματέα.

3. Πριν την έναρξη ισχύος μίας αναθεωρημένης συμφωνίας, η Γενική Συνέλευση του Οργανισμού ορίζει, σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται από την παρούσα Συμφωνία και από τον εσωτερικό Κανονισμό που αναφέρεται στο άρθρο 10, σε ποιο βαθμό μπορούν να συμμετέχουν στις δραστηριότητες του Ο.Α.Ο. τα Κράτη μέρη της παρούσας Συμφωνίας που δεν θα έχουν καταθέσει έγγραφο αποδοχής, έγκρισης, επικύρωσης ή προσχώρησης, μετά την ημερομηνία έναρξης ισχύος της.

Κεφάλαιο VIII - Εσωτερικός Κανονισμός

Άρθρο 10

Η Γενική Συνέλευση υιοθετεί τον Κανονισμό του Ο.Α.Ο. που διευκρινίζει εν ανάγκει τους τρόπους εφαρμογής της παρούσας Συμφωνίας. Μέχρι αυτή την υιοθέτηση, ο Κανονισμός του Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου παραμένει σε ισχύ.

Καθορίζει κυρίως τις αρμοδιότητες, τους κανόνες λειτουργίας των οργάνων που αναφέρονται στα προηγούμενα άρθρα, τους όρους συμμετοχής των παρατηρητών, καθώς και τους τρόπους ελέγχου των προτάσεων επιφυλάξεων που μπορεί να διατυπωθούν αναφορικά με την παρούσα Συμφωνία και τις διατάξεις σχετικά με την διοικητική και οικονομική διαχείριση του Ο.Α.Ο. Διευκρινίζει επίσης τους όρους σύμφωνα με τους οποίους θα κοινοποιηθούν τα απαραίτητα έγγραφα στα μέλη της Γενικής Συνέλευσης και της Εκτελεστικής Επιτροπής, ειδικότερα όσον αφορά την χρηματοδότηση, πριν τη λήψη απόφασης επί του θέματος.

Κεφάλαιο IX - Τελικές διατάξεις

Άρθρο 11

Ο Ο.Α.Ο. θα έχει νομική προσωπικότητα και καθένα από τα μέλη της θα της παρέχει την νομική ικανότητα η οποία θα είναι απαραίτητη για την άσκηση των αρμοδιοτήτων της.

Άρθρο 12

Μπορεί να διατυπωθούν προτάσεις επιφυλάξεων σχετικά με την παρούσα Συμφωνία, θα πρέπει να γίνουν δεκτές από τη Γενική Συνέλευση σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 5, παράγραφος 3α.

Άρθρο 13

Η παρούσα Συμφωνία είναι ανοιχτή σε υπογραφή από όλα τα Κράτη μέλη του Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου μέχρι την 31η Ιουλίου 2001. Υπόκειται σε αποδοχή, έγκριση, επικύρωση ή προσχώρηση.

Άρθρο 14

Οποιοδήποτε Κράτος το οποίο δεν αναφέρεται στο άρ-

θρο 13 μπορεί να ζητήσει να προσχωρήσει. Οι αιτήσεις προσχώρησης απευθύνονται άμεσα στον Ο.Α.Ο. με αντίγραφο προς στην Κυβέρνηση της γαλλικής Δημοκρατίας, η οποία προβαίνει στην κοινοποίησή τους στα υπογράφοντα Κράτη ή μέρη της παρούσας Συμφωνίας. Ο Ο.Α.Ο. πληροφορεί τα μέλη του για τις αιτήσεις που παρουσιάστηκαν και για κάθε μία από τις ενδεχόμενες παρατηρήσεις που διατυπώθηκαν. Βάσει της προθεσμίας των έξι μηνών, η προσχώρηση είναι δεκτή αν δεν αντιτίθεται η πλειοψηφία των μελών. Ο θεματοφύλακας θα κοινοποιήσει στο Κράτος την συνέχεια που δόθηκε στην αίτησή του. Αν έγινε δεκτό, το ενδιαφερόμενο Κράτος διαθέτει δώδεκα μήνες για να καταθέσει το έγγραφο προσχώρησης στον θεματοφύλακα. Οποιοδήποτε Κράτος που αναφέρεται στο άρθρο 13 το οποίο δεν έχει υπογράψει την παρούσα Συμφωνία εντός των ορισμένων προθεσμιών μπορεί οποιαδήποτε στιγμή να προσχωρήσει.

Άρθρο 15

Τα έγγραφα αποδοχής, έγκρισης, επικύρωσης ή προσχώρησης καταθέτονται στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας η οποία προβαίνει στην κοινοποίησή τους στα υπογράφοντα Κράτη ή μέλη της παρούσας Συμφωνίας. Τα έγγραφα αποδοχής, έγκρισης, επικύρωσης ή προσχώρησης καταθέτονται στα αρχεία της Κυβέρνησης της Γαλλικής Δημοκρατίας.

Άρθρο 16

1. Η παρούσα Συμφωνία τίθεται σε ισχύ την πρώτη μέρα του επόμενου έτους της κατάθεσης του τριακοστού πρώτου εγγράφου αποδοχής, έγκρισης, επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για καθένα από τα Κράτη που αποδέχονται, εγκρίνουν ή επικυρώνουν την παρούσα Συμφωνία ή προσχωρούν μετά την ημερομηνία έναρξης ισχύος, η παρούσα Συμφωνία εφαρμόζεται την τριακοστή μέρα μετά την κατάθεση από το εν λόγω Κράτος του εγγράφου αποδοχής, έγκρισης, επικύρωσης ή προσχώρησης.

3. Η Γενική Συνέλευση του Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου ορίζει, σύμφωνα με τους όρους που αναφέρονται στη Συμφωνία της 29ης Νοεμβρίου 1924 τροποποιημένη και στον εσωτερικό Κανονισμό που απορρέει, σε ποιο βαθμό μπορούν να συμμετέχουν στις δραστηριότητες του Ο.Α.Ο. τα Κράτη μέρη της προαναφερθείσας Συμφωνίας που δεν κατέθεσαν έγγραφο αποδοχής, έγκρισης, επικύρωσης ή προσχώρησης, μετά την ημερομηνία έναρξης ισχύος της.

Άρθρο 17

1. Η συμφωνία της 29ης Νοεμβρίου 1924 τροποποιημένη παύει να ισχύει με ομόφωνη απόφαση της πρώτης Γενικής Συνέλευσης μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμφωνίας, εκτός αν όλα τα Κράτη μέρη της προαναφερθείσας συμφωνίας συμφωνήσουν, ομόφωνα, πριν την έναρξη ισχύος της παρούσας συμφωνίας, τους όρους παύσης των αποτελεσμάτων της εν λόγω Συμφωνίας.

2. Η «Διεθνής Οργάνωση Αμπέλου και Οίνου» διαδέχεται όσον αφορά όλα τα δικαιώματα και υποχρεώσεις το Διεθνές Γραφείο Αμπέλου και Οίνου.

Άρθρο 18

Κάθε μέλος μέρος της παρούσας Συμφωνίας μπορεί να την καταγγείλει οποιαδήποτε στιγμή με έγγραφη προειδοποίηση έξι μηνών απευθυνόμενη στο γενικό Διευθυντή του Ο.Α.Ο. και στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας. Οποιοσδήποτε παρατηρητής μπορεί να αποφασίσει να αποσυρθεί από τον Οργανισμό οποιαδήποτε στιγμή, με έγγραφη προειδοποίηση έξι μηνών απευθυνόμενη στο γενικό διευθυντή του Ο.Α.Ο.

Άρθρο 19

Η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας είναι ο θεματοφύλακας της παρούσας Συμφωνίας, της οποίας τα τρία κείμενα στην γαλλική, ισπανική και αγγλική γλώσσα έχουν την ίδια ισχύ.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΠΑΡΑΠΑΝΩ, οι υπογράφοντες δεόντως εξουσιοδοτημένοι από τις Κυβερνήσεις τους υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία για την δημιουργία του Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου» (Ο.Α.Ο.).

Συντάχθηκε στο Παρίσι, την 3η Απριλίου 2001

Παράρτημα Νο 1
αναφερόμενο στα άρθρα 4 και 6 της παρούσας Συμφωνίας
Τρόποι προσδιορισμού της κατάστασης κάθε Κράτους μέλους στον αμπελουρνικό και οινοπαραγωγικό τομέα

1. Αντικειμενικά κριτήρια που προσδιορίζουν την σχετική θέση κάθε Κράτους μέλους στον αμπελουργικό και οινοπαραγωγικό τομέα:

α) Μέσος όρος της παραγωγής οίνων, ειδικών οίνων, μούστων, αλκοόλ αμπελουργικής προέλευσης (εκφρασμένα σε ισοδυναμία οίνων) κατά την τελευταία πενταετία, μετά από αφαίρεση των δύο ακραίων τιμών (P),

β) Μέσος όρος της συνολικής επιφάνειας αμπελώνων κατά τα τρία τελευταία έτη (S),

γ) Μέσος όρος της εμφανούς κατανάλωσης οίνων και ισοδύναμων με οίνους, τα τρία τελευταία έτη (C) = (P) παραγωγή - (E) εξαγωγές + (I) εισαγωγές.

2. Τύπος εφαρμογής για τον προσδιορισμό του συντελεστή κάθε Κράτους μέλους.

$$X\,\% = \left[0{,}60\,\frac{P(\text{Κράτος μέλος})}{P(\text{Σύνολο Ο.Α.Ο.})} + 0{,}20\,\frac{S(\text{Κράτος μέλος})}{S(\text{Σύνολο Ο.Α.Ο.})} + 0{,}20\,\frac{C(\text{Κράτος μέλος})}{C(\text{Σύνολο Ο.Α.Ο})}\right] 100$$

3. Πραγματοποιείται ανανέωση του συντελεστή κάθε Κράτους μέλους:

α) στην αρχή της άσκησης του προϋπολογισμού μετά την προσχώρηση ενός νέου μέλους,

β) κάθε τρία έτη από τη λήψη των τελευταίων γνωστών στατιστικών δεδομένων.

4. Νέες προσχωρήσεις:

Τα νέα μέλη που προσχωρούν στον Ο.Α.Ο. τα επόμενα έτη πρέπει να καταβάλλουν μία υποχρεωτική οικονομική εισφορά, υπολογισμένη πλήρως από τον τύπο εφαρμογής που ορίζεται στο παρόν παράρτημα, στην οποία προστίθεται η συμμετοχή τους στην ειδική χρηματοδότηση γλωσσών, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που καθορίζονται στο παράρτημα Νο 2.

Παράρτημα Νο 2
αναφερόμενο στα άρθρα 4,5 και 6 της παρούσας Συμφωνίας
Προσδιορισμός των δικαιωμάτων ψήφου, των υποχρεωτικών οικονομικών εισφορών των κρατών μελών και των τρόπων χρηματοδότησης των γλωσσών

1. Βασική ψήφος:

Κάθε Κράτος μέλος διαθέτει ένα αριθμό βασικών ψήφων ίσο με δύο.

2. Συμπληρωματικές ψήφοι :

Ο συνολικός αριθμός συμπληρωματικών ψήφων είναι ίσος με το μισό του συνόλου των βασικών ψήφων. Στα πλαίσια αυτού, χορηγούνται συμπληρωματικές ψήφοι, ενδεχομένως πέρα από τις βασικές ψήφους σε ορισμένα Κράτη μέλη, ανάλογα με τη θέση τους στον αμπελουργικό και οινοπαραγωγικό τομέα, όπως αυτή προκύπτει από την εφαρμογή του τύπου που ορίζεται στο παράρτημα Νο 1.

3. Μετρημένες ψήφοι:

Ο αριθμός των μετρημένων ψήφων για κάθε Κράτος μέλος είναι ίσος με το σύνολο των βασικών ψήφων και των ενδεχόμενων συμπληρωματικών ψήφων που διαθέτει.

4. Κατανομή των υποχρεωτικών εισφορών:

Το συνολικό ποσό των υποχρεωτικών εισφορών που οφείλουν τα Κράτη μέρη υπολογίζεται βάσει του προϋπολογισμού που υιοθετείται από τη γενική Συνέλευση.

Το ένα τρίτο του συνολικού ποσού των υποχρεωτικών εισφορών κατανέμεται ομοιόμορφα στις βασικές ψήφους.

Τα δύο τρίτα του συνολικού ποσού των υποχρεωτικών εισφορών κατανέμονται κατ'αναλογία των συμπληρωματικών ψήφων.

Για να διευκολυνθεί η μετάβαση από την παλαιά στην παρούσα Συμφωνία, η οικονομική εισφορά που αντιστοιχεί στις δύο βασικές ψήφους που κατέχει κάθε Κράτος μέλος δεν μπορεί να είναι κατώτερη του ποσού της «μονάδας εισφοράς» που αναφέρεται κατά την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμφωνίας, για την πρώτη άσκηση προϋπολογισμού. Ενδεχομένως, τα ποσά των οικονομικών εισφορών για τις συμπληρωματικές ψήφους ρυθμίζονται συνεπώς για να φθάσουν το συνολικό ποσό υποχρεωτικών εισφορών που απορρέουν από τον προϋπολογισμό που έχει υιοθετηθεί.

5. Χρηματοδότηση των γλωσσών:

Η χρηματοδότηση των γλωσσών διασφαλίζεται συνολικά με υπολογισμό στο γενικό προϋπολογισμό του Ο.Α.Ο. και χωρίς ειδική εισφορά κάθε γλωσσικής ομάδας αποτελούμενης από μέλη και παρατηρητές χρήστες.

Οι τρόποι προσδιορισμού των γλωσσών θα αποτελέσουν αντικείμενο ειδικών διατάξεων που θα προσδιορισθούν στον εσωτερικό Κανονισμό.

Τελική Πράξη της Συνδιάσκεψης των Κρατών Μελών του Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου

1. Μετά τις τρεις συνεδριάσεις της Συνδιάσκεψης των Κρατών Μελών του «Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου» που έλαβαν χώρα στις 14, 15 και 22 Ιουνίου 2000 στο Παρίσι, τα κράτη μέλη του Γραφείου συγκεντρώθηκαν εκ νέου σε μία 4η συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης στις 3 Απριλίου 2001, στους χώρους της Εθνικής Εταιρείας Φυτοκομίας Γαλλίας, 84 rue de Crenelle 75007 Παρίσι για την υιοθέτηση του τελικού κειμένου του σχεδίου Συμφωνίας το οποίο θα δημιουργήσει τον «Διεθνή Οργανισμό Αμπέλου και Οίνου» (O.I.V.).

2. Εκπροσωπήθηκαν οι κυβερνήσεις των παρακάτω κρατών:

Δημοκρατία της Νότιας Αφρικής, Λαϊκή Δημοκρατία της Αλγερίας, Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, Δημοκρατία της Αργεντινής, Αυστραλία, Δημοκρατία της Αυστρίας, Βασίλειο του Βελγίου, Δημοκρατία της Βολιβίας, Ομόσπονδη Δημοκρατία της Βραζιλίας, Δημοκρατία της Χιλής, Δημοκρατία της Κύπρου, Βασίλειο Δανίας, Βασίλειο της Ισπανίας, Δημοκρατία της Φιλανδίας, Γαλλική Δημοκρατία, Ελληνική Δημοκρατία, Δημοκρατία της Ουγγαρίας, Ιταλική Δημοκρατία, Δημοκρατία του Λιβάνου, Μεγάλο δουκάτο του Λουξεμβούργου, Βασίλειο του Μαρόκου, Ηνωμένες Πολιτείες Μεξικού, Βασίλειο της Νορβηγίας, Νέα Ζηλανδία, Βασίλειο των Κάτω Χωρών, Δημοκρατία της Πορτογαλίας, Ρουμανία, Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας, Ομοσπονδία της Ρωσίας, Βασίλειο της Σουηδίας, Ελβετική Συνομοσπονδία, Δημοκρατία της Τυνησίας, Δημοκρατία της Τουρκίας, Ουκρανία, Ανατολική Δημοκρατία .της Ουρουγουάης.

3. Εκπροσωπήθηκαν με παρατηρητές τα κράτη των παρακάτω κρατών: Καναδά, Λαϊκή δημοκρατία της Κίνας, Δημοκρατία της Κροατίας, Ιρλανδία.

4. Μετά την τρίτη συνεδρίαση, η συνδιάσκεψη δημιούργησε μία νομική και γλωσσική ομάδα εργασίας, αποτελούμενη από τον Σπύρου (Αυστραλία), τον Collard (Γαλλία) και τον Jure (Ουρουγουάη) με σκοπό να οριστικοποιηθεί το σχέδιο Συμφωνίας όσον αφορά τις νομικές και γλωσσικές πλευρές του.

5. Η τέταρτη συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης άνοιξε επίσημα από τον Felix Roberto Aguinaga (Αργεντινή), Πρόεδρο του «Διεθνούς Γραφείου Αμπέλου και Οίνου».

6. Η τέταρτη συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης απέπεμψε τον Alain Pierret (Γαλλία) από Πρόεδρο και όρισε την Alexandra Busnengo (Ιταλία), τον Craig Burns (Αυστραλία), τον Jose Ramon Lopez Pardo (Ισπανία) και τον Fernando Bianchi de Aguiar (Πορτογαλία) ως αντιπροέδρους. Ωστόσο ο Felix Roberto Aguinaga ήταν εκ του νόμου αντιπρόεδρος.

7. Η Συνδιάσκεψη ρύθμισε ως βασική πρόταση για τις συζητήσεις, το έγγραφο με τίτλο «Σχέδιο συμφωνίας για τη δημιουργία του Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου» στις 2 Απριλίου 2001, αναθεωρώντας την τροποποιημένη Συμφωνία της 29ης Νοεμβρίου 1924.

8. Η Συνδιάσκεψη, μετά την 4η συνεδρίασή της, υιοθέτησε στις 3 Απριλίου 2001, σύμφωνα με τις διατάξεις του εσωτερικού Κανονισμού της, την τελική Πράξη της Συνδιάσκεψης στην οποία προσαρτάται η συμφωνία για την δημιουργία του «Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου» (O.I.V.) το οποίο τίθεται προς υπογραφή στην έδρα της Εθνικής Εταιρείας Φυτοκομίας Γαλλίας 84 rue de Crenelle 75007 Παρίσι, στις 3 Απριλίου 2001, στη συνέχεια στην έδρα της O.I.V. 18 rue d'Aguesseau 75008 Παρίσι από 4 Απριλίου έως 31 Ιουλίου 2001. Επιπλέον η Συμφωνία για την δημιουργία του «Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου» (O.I.V.) τέθηκε σε αποδοχή, έγκριση,

επικύρωση ή προσχώρηση εκ μέρους των ενδιαφερόμενων κρατών.

9. Η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας είναι ο θεματοφύλακας της παρούσας Συμφωνίας, της οποίας τα τρία κείμενα στη γαλλική, ισπανική και αγγλική γλώσσα έχουν την ίδια ισχύ.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΠΑΡΑΠΑΝΩ, οι υπογράφοντες δεόντως εξουσιοδοτημένοι από τις Κυβερνήσεις τους υπέγραψαν την παρούσα τελική πράξη της Συνδιάσκεψης των κρατών μελών του Εθνικού Γραφείου Αμπέλου και Οίνου για την δημιουργία του «Διεθνούς Οργανισμού Αμπέλου και Οίνου» (O.I.V.).

Συντάχθηκε στο Παρίσι, στις 3 Απριλίου 2001

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Συμφωνίας που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 16 παρ. 2 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 25 Φεβρουαρίου 2003

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΑΚΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ
Γ. ΔΡΥΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 3 Μαρτίου 2003

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Φ. ΠΕΤΣΑΛΝΙΚΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http: www.et.gr – e-mail: webmaster @ et.gr

Πληροφορίες Α.Ε. - Ε.Π.Ε. και λοιπών Φ.Ε.Κ.: 210 527 9000-4
Φωτοαντίγραφα παλαιών ΦΕΚ - ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ - ΜΑΡΝΗ 8 - Τηλ. (210)8220885 - 8222924
Δωρεάν διάθεση τεύχους Προκηρύξεων ΑΣΕΠ αποκλειστικά από Μάρνη 8

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227 - Τ.Κ. 54 100 **(2310) 423 956**
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Ευριπίδου 63 - Τ.Κ. 185 32
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327 - Τ.Κ. 262 23 **(2610) 638 109**
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο - Τ.Κ. 450 44 **(26510) 87215**
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1 - Τ.Κ. 691 00 **(25310) 22 858**
ΛΑΡΙΣΑ - Διοικητήριο - Τ.Κ. 411 10 **(2410) 597449**
ΚΕΡΚΥΡΑ - Σαμαρά 13 - Τ.Κ. 491 00 **(26610) 89 127 / 89 120**
ΗΡΑΚΛΕΙΟ - Πλ. Ελευθερίας 1 - Τ.Κ. 711 10 **(2810) 396 223**
ΛΕΣΒΟΣ - Πλ. Κωνσταντινουπόλεως Τ.Κ. 811 00 Μυτιλήνη **(22510) 46 888 / 47 533**
ΒΟΛΟΣ - Ν. Γάτσου 20 - 2ας Νοεμβρίου Τ.Κ. 383 33 **(24210) 31435-36**
ΚΟΖΑΝΗ - Πνευματικό Κέντρο - Τ.Κ. 501 00 **(24610) 50126**
ΚΑΛΑΜΑΤΑ - Διοικητήριο - Τ.Κ.241 00 **(27210) 23333**

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή:
- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 40 σελίδες 1 euro.
- Για τα ΦΕΚ από 40 σελίδες και πάνω η τιμή προσαυξάνεται κατά 0,05 euro για κάθε επιπλέον σελίδα.

Σε μορφή CD:

Τεύχος	Περίοδος	EURO
Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	Μηνιαίο	60
Α΄ και Β΄	3μηνιαίο	75
Α΄, Β΄ και Δ΄	3μηνιαίο	90
Α΄	Ετήσιο	180
Β΄	Ετήσιο	210
Γ	Ετήσιο	60
Δ΄	Ετήσιο	150
Παράρτημα	Ετήσιο	75
Αναπτυξιακών Πράξεων και Συμβάσεων (Τ.Α.Π.Σ.)	Ετήσιο	75
Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου (Ν.Π.Δ.Δ.)	Ετήσιο	75
Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	Ετήσιο	75
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου	Ετήσιο	75
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Ετήσιο	75

Η τιμή πώλησης του Τεύχους Α.Ε. & Ε.Π.Ε. σε μορφή CD - rom για δημοσιεύματα μετά το 1994 καθορίζεται σε 30 euro ανά τεμάχιο, ύστερα από σχετική παραγγελία.
Η τιμή διάθεσης φωτοαντιγράφων ΦΕΚ 0,15 euro ανά σελίδα

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Σε έντυπη μορφή: Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531 (euro)	Σε έντυπη μορφή: Κ.Α.Ε. ΤΑΠΕΤ 3512 (euro)	Από το Internet: Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531 (euro)	Από το Internet: Κ.Α.Ε. ΤΑΠΕΤ 3512 (euro)
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	205	10,25	176	8,80
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	293	14,65	205	10,25
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	59	2,95	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	293	14,65	147	7,35
Αναπτυξιακών Πράξεων και Συμβάσεων (Τ.Α.Π.Σ.)	147	7,35	88	4,40
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	59	2,95	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κτλ.)	30	1,50	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Δελτίο Εμπορικής και Βιομ/κής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	59	2,95	30	1,50
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	ΔΩΡΕΑΝ	-	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	ΔΩΡΕΑΝ	-	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	2.054	102,70	587	29,35
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	205	10,25	88	4,40
Α΄, Β΄ και Δ΄			352	17,60

Το κόστος για την ετήσια συνδρομή σε ηλεκτρονική μορφή για τα προηγούμενα έτη προσαυξάνεται πέραν του ποσού της ετήσιας συνδρομής του έτους 2003 κατά 6 euro ανά έτος παλαιότητας και κατά τεύχος

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στις ΔΟΥ που δίνουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται και από τις ΔΟΥ.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού έχουν τη δυνατότητα λήψης των δημοσιευμάτων μέσω internet, με την καταβολή των αντίστοιχων ποσών συνδρομής και ΤΑΠΕΤ.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι την 31ην Δεκεμβρίου κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ